

DÉBATS



UNE ÉCO-FICTION

EN 2025, ON VOTE LA FIN DU PÉTROLE

Alors que la COP21 s'est ouverte à Paris, le philosophe Bruno Latour se projette dans le futur. Pour "l'Obs", il imagine une assemblée où les Etats dialoguent avec les délégations des Océans et de l'Amazonie... Et parviennent enfin à un accord

PAR BRUNO LATOUR, ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD ILLUSTRATIONS LUCILLE CLERC

A

mi-parcours de la COP31, rien n'est encore joué. Aux diplomates français, cela rappelle les mauvais souvenirs de la COP21, endeuil-

lée par les horribles attentats du 13 novembre 2015 et qui s'était soldée par un échec cuisant. Il y a dix ans, François Hollande, venu en personne présider la dernière séance, dans l'espoir d'un ultime sursaut, avait dû reconnaître en soupirant : « *Nous avons pourtant tout essayé.* » Puis chacun était retourné à ses émissions de CO₂ quotidiennes.

Pourtant, si la COP31 a encore une chance de réussir, c'est à cause du mouvement souterrain enclenché à cette époque. La présidence française, on s'en souvient, avait demandé à tous les participants d'écrire le scénario de développement de leur pays pour les vingt années à venir. Près de 130 pays s'étaient prêtés au jeu. Quelle révélation quand on s'était aperçu qu'il n'y avait pas de monde compatible avec tous ces scénarios contradictoires ! La fameuse limite de 2 °C de réchauffement, limite scientifique autant que politique, était dépassée de loin, alors que les prévisions de l'époque étaient bien moins précises et bien moins tragiques qu'aujourd'hui. Paris 2015, c'était la découverte que les Etats souverains ne pouvaient plus, à eux seuls, faire face à la menace.

Dix ans d'effort pour arriver là où nous en sommes en ce mois de décembre 2025 ! Enfin l'évidence est reconnue que les Etats ne doivent plus siéger seuls à la table des négociations. Les entités non étatiques (appelées aussi les « Territoires ») sont également présentes : il s'agit de tout ce dont les humains dépendent et qu'ils doivent défendre. Désormais, ces entités ont droit à une délégation. La plus fameuse est la délégation des Océans, composée d'océanographes, de militants activistes de la mer et de pêcheurs, dont la menace de quitter l'assemblée a été retransmise ce matin par les webtélévisions du monde entier. Sont également représentés l'Atmosphère, les Espèces en voie d'Extinction, l'Amazonie, la Calotte Arctique, les Iles menacées d'Engloutissement, les Peuples indigènes. Et aussi cette entité qui a empoisonné dix ans de diplomatie : le Pétrole et le Charbon.

Hélas, si l'on s'est enfin rendu à l'évidence, c'est aussi parce que les grandes tragédies ont parfois une vertu pédagogique. Certes, le niveau de la mer n'a pas commencé à



monter significativement. Mais le Grand Incendie de l'Amazonie au printemps 2019 puis la grave crise militaire de 2022 qui avait conduit les Etats terrifiés au bord du gouffre nucléaire – donnant le spectacle dérisoire d'une guerre entre gouvernements au moment même où tous sont menacés par un danger venu d'ailleurs – ont fait basculer l'opinion mondiale. Cette incroyable série de drames et cette immense migration de peuples ont laissé le monde dans un état de sidération. Peter Sloterdijk, le célèbre philosophe devenu éditorialiste à Pékin, avait eu ces mots dans le « *China Post* » : « *Tant que l'Amazonie ne sera pas incarnée par une personne dotée d'une bouche et de deux poings serrés, elle ne se défendra pas. C'est aussi le cas de l'Arctique, des Océans ou de l'Atmosphère et de tous les délaissés de la planète. Nous devons dresser une carte enfin réaliste des guerres dans lesquelles nous sommes engagés.* »

Mais la catastrophe ne suffit pas, encore faut-il en tirer parti. Ici, à Bagdad, on recon-

naît que les Français ont eu raison, à la suite de l'échec de 2015, de proposer l'écriture de cahiers de doléances à l'échelle mondiale. Le modèle de Wikipédia a fait merveille. Commencée discrètement, l'écriture en est devenue virale. Impossible, devant ce déluge de contributions, de continuer à croire que seuls les Etats peuvent représenter des territoires. Les Terriens d'aujourd'hui qui tentent de sauver la planète ne sont plus bornés par les mêmes frontières que les Humains d'hier qui se croyaient maîtres de la nature.

Il est vrai que les délégations des Océans, de l'Amazonie ou des Sols disposent maintenant d'une formidable armée de réserve : les scientifiques, capables de donner une voix et un visage aux êtres silencieux et invisibles du monde. Jusqu'à récemment, les chercheurs s'étaient exprimés par le biais du Giec, le Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. Mais on se souvient qu'en 2018, ils ont décidé de s'auto-dissoudre pour sortir de la contra-



Philosophe et sociologue, ancien directeur scientifique de Sciences-Po, **BRUNO LATOUR**

est l'un des penseurs les plus célèbres dans le monde. Auteur notamment de « Nous n'avons jamais été modernes » (1991), il vient de publier « Face à Gaïa » (La Découverte). En juin, au Théâtre des Amandiers, il avait organisé avec des étudiants de Sciences-Po une préfiguration de la COP21, dont il s'est inspiré pour cette « éco-fiction ».

diction entre science et diplomatie. Ceux que j'ai rencontrés à Bagdad ces derniers jours sont ravis de se trouver inclus dans les diverses délégations où ils peuvent exercer à fond leur capacité de représentation.

Mais comment ces délégations ont-elles été désignées ? C'est la présidente du Conseil européen, Angela Merkel, qui a trouvé la solution en proposant d'organiser des « primaires ». Chaque habitant de la planète a désormais deux votes, l'un pour

choisir ses élus nationaux, l'autre pour élire ses délégués non étatiques. Les Néerlandais, qui votent depuis des siècles une première fois pour le Parlement national et une seconde fois pour l'Office des Eaux, ont beaucoup contribué à améliorer la procédure. Mais là encore la France était en avance puisqu'elle avait liquidé son Sénat en 2020, pour en faire la Chambre des Territoires. Sans ces innovations de procédure, jamais on ne serait parvenu à tenir cette COP31 et surtout à rassembler ces milliers de Territoires en lutte. Plus question évidemment, comme autrefois, de les réunir dans une seule ville. La COP24 a été, de ce point de vue, la dernière. Cette année, le réseau électronique fonctionne enfin parfaitement, ce qui permet d'échanger rapidement entre Buenos Aires, Las Vegas, Lagos, Taipei, Hawaï et, surtout, Bagdad, qui a repris une place centrale.

Le jour de l'ouverture, une opération était particulièrement risquée : allions-nous être capables de donner enfin une place explicite et reconnue aux 90 « entités » (entreprises privées ou semi-publiques) les plus émettrices de CO₂ ? Fini les jeux d'influence et les pressions d'un lobbying caché. Lors de la COP28 (en 2020), les activistes avaient lancé le mot d'ordre : « Faites entrer les lobbys ! » Les grandes entreprises avaient commencé par refuser car cela les aurait contraintes à avouer publiquement que leur objectif n'était en rien le « monde plus durable » chanté par leurs services de communication. Mais les ONG, qui ont multiplié les actions en justice pour « mise en danger des populations humaines » auprès de la Cour climatique internationale, leur ont proposé un deal : le retrait des plaintes en échange de leur participation à la négociation. Et l'obligation de se présenter sous leurs propres couleurs, avec leur propre souveraineté. Quel spectacle que de voir arriver le premier jour, après les délégations des Etats et des Territoires, les patrons d'Exxon, Total, Petrobras, Aramco et Gazprom, dans un silence glacial. Ils n'en menaient pas large. Puis ce fut l'ouverture des débats. Les délégués ont été très émus d'entendre le pape François II leur lancer : « *Il est impératif que l'humanité sorte de son tête-à-tête avec elle-même. Pour sa survie, il faut qu'elle apprenne à cohabiter avec le(s) non-humain(s). Sinon, ce sera la guerre de tous contre tous.* » Les activistes environnementalistes se sont félicités du ralliement du souverain pontife à l'idée d'un « droit d'ingérence environnementale ». C'était reconnaître implicitement la nécessité de

mettre sur pied un contingent nouveau, les Casques verts. Leur commandement en serait confié à un nouveau Conseil de Sécurité, qui inclurait pour la première fois des entités non étatiques. C'est tout l'enjeu des jours qui viennent.

Hier, les délégués se sont enfin entendus pour arrêter volontairement la combustion du charbon et du pétrole. Ils ont voté les compensations gigantesques qu'un tel arrêt suppose. Beaucoup ont eu les larmes aux yeux : c'est la première fois depuis le traité de limitation des essais nucléaires que l'on s'entend pour se priver d'une ressource pourtant abondante. Accepter volontairement d'abandonner un tel privilège, ce n'était pas joué. Il régnait hier dans les couloirs un parfum de nuit du 4-Août...

Mais la réaction peut être brutale. Les catastrophes s'oublient vite. Deux questions vont faire l'objet de débats acharnés. D'abord l'ouverture d'un « crédit carbone » pour les plus démunis, ce qui veut dire le droit de tous les habitants du monde à une consommation électrique égale à celle d'un citoyen américain de 1990. Problème apparemment insoluble... Il semble que les pays anciennement développés s'engagent à modifier assez vite leur sol pour que celui-ci absorbe tout le CO₂ en excès. Mais cela suppose une transformation totale de l'idée de souveraineté puisqu'il s'agit désormais de partager l'espace carbone et non plus comme autrefois, au temps des conquêtes, l'espace géographique.

C'est d'ailleurs pourquoi la crise sur la définition du nouveau Conseil de Sécurité risque de tout faire capoter. Personne ne voit comment la Chine peut accepter de perdre son siège au profit du Nigeria et comment les Etats-Unis, même très affaiblis, accepteront de laisser les Océans prendre leur place. L'abandon du droit de veto et le passage au vote à la majorité qualifiée ne se feront pas sans peine. Beaucoup de délégués ici ont peur que la force d'intervention des Casques verts ne ramène dans ses bagages les anciennes armées nationales, déconsidérées depuis leur incapacité à réagir au Grand Incendie de 2019. Devant une révolution, le monde ancien met du temps à mourir.

Mais au fond, ce qui m'émeut le plus, c'est de vous écrire tout cela dans une Bagdad doublement délivrée de l'addiction au pétrole et du fanatisme de Daech. Que ce prestigieux centre de savoir et de culture islamiques revienne au « concert des nations », c'est là aussi une lueur d'espoir.

(Fiction recueillie par Eric Aeschmann et Arnaud Gonzague)